

On a proposé tantôt de laisser au gouvernement fédéral d'établir les priorités au niveau des provinces. Je m'inscris en faux contre cela, les provinces n'ont pas eu suffisamment de participation réelle aux grandes décisions. Le ministre a signalé l'importance d'une meilleure collaboration entre les divers ministères, c'est sûr que cela s'impose, mais il faut également une collaboration des provinces, une réelle participation, pour établir un dialogue entre elles et leur permettre d'établir les priorités. Le gouvernement fédéral, après cela, s'amènera comme un complément aux désirs et aux aspirations des provinces. Je ne parle pas seulement du Québec, actuellement...

**Une voix:** Comme une conférence fédérale-provinciale!

**M. La Salle:** Monsieur l'Orateur, si le député de Labelle a un mot à dire tantôt, il sera bien sûr invité comme tant d'autres à prendre la parole. Mais dès qu'on reproche à ces derniers d'avoir pratiqué un mutisme gênant et décevant pour les Québécois, ils prennent la parole. Bien sûr, cela ne leur plaît pas.

Mais on accusera Radio-Canada, on accusera n'importe qui d'être responsable de la situation actuelle alors que le gouvernement est là depuis 12 ans. Depuis 12 ans, ce gouvernement devait diminuer le chômage. Il y avait 168,000 chômeurs en 1968, il y en a un million aujourd'hui, mais on osera dire que les Québécois sont quand même choyés, pas si malheureux, et le reste. Non, je ne crois pas, monsieur l'Orateur, que nous puissions donner la bénédiction à ce gouvernement relativement aux résultats que nous connaissons actuellement.

Je peux parler de la Côte Nord, du Nord du Québec, où la population vit éloignée des grands centres, pénalisée à cause de sa situation géographique. Je ne crois pas que le gouvernement puisse refuser de considérer ces régions pour leur apporter des compensations compte tenu de leur situation géographique, où le chauffage, le transport coûtent plus cher, où les industries sont de moins en moins intéressées à aller s'installer parce que la concurrence est plus difficile. Je pense que, en tant que membres d'un Parlement, nous avons demandé au gouvernement de considérer les difficultés que connaissent les gens des centres éloignés, et on est conscient des difficultés de ces gens-là. Je crois que le ministère de l'Expansion économique régionale peut apporter des remèdes. On parle d'un taux de 20 p. 100 dans Témiscamingue, et en Gaspésie, on parle de 25 p. 100, le plus haut taux au Canada.

● (1750)

Ma région va connaître 20 p. 100 de la façon dont vont les choses actuellement. Je crois qu'il est important de reconsidérer cela immédiatement, et c'est un outil que le ministère de l'Expansion économique régionale a dans les mains: la reconnaissance des zones désignées. Le ministre, récemment, à Montréal, a parlé de la possibilité d'investir des millions dans la région de Montréal. Il reconnaissait les difficultés auxquelles les Montréalais ont à faire face, il reconnaissait l'augmentation du taux de chômage.

Je pense que cela est important, et je recommande et réclame, bien sûr, le plus possible, une désignation pour la région de Montréal. Dans ma région, monsieur l'Orateur, je n'ai jamais compris cela. On m'a placé dans le corridor Montréal-Mirabel, on a fait tout un détour pour me situer dans ce coin-là. Ma région, comme d'autres, connaît des difficultés actuellement. Je pense que nous devons demander

### *Chômage régional*

au gouvernement d'appliquer des correctifs à court terme, très spéciaux, dans les secteurs où le chômage fait le plus souffrir la population. On nous critiquera parce qu'on demande des choses comme cela au gouvernement actuellement. Je pense que nous avons la responsabilité de le faire, et nous avons également la responsabilité de rappeler au gouvernement qu'il y a des gens qui souffrent, non seulement dans la province de Québec, mais à la grandeur du Canada. Mes collègues en ont parlé tantôt et d'autres en parleront également. Donc, relativement à ma région, je profiterai sûrement de l'occasion pour solliciter auprès du ministre responsable d'envisager la possibilité de reconsidérer les zones désignées par rapport aux secteurs qui connaissent de plus grandes difficultés actuellement. On a parlé de la région de Montréal. Ma région en est également une qui connaît des difficultés. Il y a des secteurs où le chômage a atteint un pourcentage qui est catastrophique. Nous, nous sommes conscients de cela, je pense bien.

Le ministère de l'Expansion économique régionale avait comme objectif principal de corriger les inégalités régionales. On ne peut quand même pas aujourd'hui, honnêtement, féliciter le gouvernement de son succès. Bien sûr, on me répétera: Le gouvernement fait des efforts, il a investi de l'argent, il en a investi, il a fait des efforts, il a fait des études. C'est insuffisant et nettement insuffisant, et lorsqu'on parle d'un million de chômeurs, chez nous particulièrement, au Québec, on est inquiet de la fermeture d'un certain nombre d'usines, et jusqu'où le gouvernement a négligé d'étudier ou planifié suffisamment pour sauver les industries canadiennes.

**M. Béchard** On va en fermer d'autres!

**M. La Salle:** Le député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine parle d'en fermer d'autres également. Ça ne l'inquiète pas, mais moi ça m'inquiète, monsieur l'Orateur, de voir qu'au Québec actuellement il y a des usines qui ferment leurs portes. Mais un gouvernement décent et respectueux n'a pas le droit d'hésiter un moment, et doit aider au gouvernement du Québec, comme à toutes les provinces. Puisque je parle du Québec, je pense que ce gouvernement a l'obligation de faire immédiatement des propositions concrètes au gouvernement de cette province. Qu'on mette au défi le gouvernement de refuser! Les Québécois le jugeront après cela!

**M. Béchard:** Elles ne veulent pas rester au Québec!

**M. La Salle:** Mais actuellement, j'espère que ce gouvernement va s'empresse d'offrir aux provinces, et particulièrement au Québec, compte tenu du contexte dangereux dans lequel nous nous retrouvons actuellement, va offrir des idées, des législations, des investissements possibles, et va apporter une attention spéciale, non seulement pour conserver les usines que nous avons, mais sauver aussi notre industrie québécoise, l'industrie canadienne, bien sûr, et également inventer des initiatives pour la création de nouveaux emplois. On nous parlera des programmes Canada au travail, Jeunesse au travail. Bien sûr, on a augmenté des centaines de millions à ces projets-là, mais ce n'est pas une assurance pour l'avenir, monsieur l'Orateur. Ces projets-là constituent un correctif, que j'accepte par la force des choses, que nous acceptons. J'en ai dans ma circonscription. Je m'en réjouis également, mais ce n'est pas une assurance pour l'avenir, non seulement du Québec, mais du reste du Canada. Je crois que le ministère actuellement, puisque nous parlons du ministère de l'Expansion économique régionale, doit le plus tôt possible réunir